

Première Nationale des Documentaires sur l'Assainissement au Bénin: Des films appellent à l'action en faveur de l'accès à l'assainissement

Le jeudi 4 avril 2024 restera gravé dans les mémoires des cinéphiles et des acteurs engagés pour l'hygiène et l'assainissement au Bénin. Au Chant d'Oiseau de Cotonou, s'est ouverte la première nationale des documentaires sur l'assainissement du Projet régional Clap Assainissement. Une matinée cinéma qui a retenu l'attention des acteurs invités, offrant une tribune unique pour débattre des principaux défis et solutions envisageables dans la quête d'un accès universel à l'assainissement d'ici 2030.



Clap Assainissement

Grâce à l'initiative du Partenariat National de l'Eau du Bénin et de Cadre de concertation des Acteurs Non Etatiques du secteur de l'Eau et de l'Assainissement (CANEA) avec le soutien de Niyel, le public a eu le privilège de découvrir les œuvres inspirantes de deux jeunes réalisateurs : Onésiphore Adonai et Ineck Houngbédji. Les films, intitulés respectivement « Gbafo, l'arôme de l'eau » et « Tòdji, au rythme de l'eau », ont ouvert une fenêtre sur la réalité quotidienne de communautés confrontées aux défis de l'assainissement au Bénin.



Panel de discussions

Cette rencontre a également été marqué par un panel de discussion animé, réunissant des représentants de diverses structures publiques, projets et ONG œuvrant dans le domaine de l'eau et de l'assainissement. Des figures éminentes telles que la Direction Générale de l'Eau (DGEau), la Direction Départementale de la Santé du Littoral (DDS Littoral), le Secrétariat Général du Développement Social (SGDS), AGIREau, USAID MuniWASH, RAMEC, RB PMJE, les Mairies de Cotonou, Sô-Ava et des Aguégus ainsi que de jeunes ONGs dont l'ONG Save Our Planet représentée par son Directeur Exécutif, Megan Valère SOSSOU étaient présents pour débattre et comprendre les principaux enjeux et des solutions innovantes dans le secteur de l'assainissement.



Vue d'ensemble des participants

A la suite de ce panel d'échange à l'occasion de cette première nationale, plusieurs recommandations ont été émises par le Cadre de concertation des Acteurs Non Etatiques du secteur de l'Eau et de l'Assainissement (CANEA). Il s'agit d'établir une agence spécialisée dans le domaine de l'Hygiène et de l'Assainissement, d'introduire une année dédiée à la promotion de l'hygiène et de l'assainissement, de finaliser les textes d'application de la loi sur l'hygiène pour une mise en œuvre efficace et enfin de développer un programme national exhaustif pour promouvoir l'hygiène et l'assainissement à l'échelle nationale.

Cette première nationale revêt une importance particulière dans le cadre du projet régional Clap assainissement, offrant une plateforme aux jeunes réalisateurs pour sensibiliser et mobiliser en faveur d'un changement de paradigme.

Au terme de cette journée, l'élan collectif pour un Bénin plus propre et plus sain se trouve renforcé. Les films présentés et les discussions eues ont démontré que l'assainissement n'est pas seulement une question d'infrastructures, mais aussi de volonté politique et d'engagement communautaire. L'appel à un sursaut national lancé lors de cet événement résonne comme une

urgence pour garantir un accès équitable aux services d'assainissement, en particulier pour les communautés de Gbafo (Commune Zogbodomey) et Todji (Ganvié) au Bénin.

Constance AGOSSA

Hygiène dans les toilettes : Les bidets FLB comme une alternative saine et durable

L'évolution du climat mondial exerce une influence profonde sur de nombreux aspects de notre vie quotidienne, y compris sur nos pratiques d'hygiène et d'assainissement. En vue de proposer aux communautés des solutions innovantes pour une hygiène intime optimale, confortable et respectueuse de l'environnement, Amir Azouzi et ses collaborateurs conçoivent des bidets hygiéniques nouvelle génération, consommant moins d'eau et énergétiquement indépendants.



Amir Azouzi et son produit

Cette initiative dénommée « Fini La Bouteille » se veut être un projet innovant, qui révolutionne les pratiques d'hygiène dans un contexte de changement climatique. Dans un entretien accordé au célèbre média environnemental du Bénin, le Journal Santé Environnement, Amir Azouzi, l'un des principaux responsables de ce projet, partage les motivations et les ambitions de cette initiative innovante.

À l'en croire, l'idée de concevoir les bidets « Fini La

Bouteille » (bidets FLB) est partie du constat que le papier toilette utilisé dans les toilettes classiques exige une grande consommation d'eau et induit une forte pression sur les ressources forestières. « Le papier toilette nuit énormément à la planète, étant donné qu'il faut 178 L d'eau pour fabriquer un seul rouleau de papier toilette, et que chaque jour, on abat 24 mille arbres pour fabriquer du papier toilette », a indiqué le concepteur Amir Azouzi. À l'en croire, le projet « Fini La Bouteille » vise à réduire de 80 % la consommation de papier toilette. Il précise qu'en utilisant les bidets FLB, une famille de quatre personnes économise environ 100 euros par an en papier toilette.

En plus d'être autonomes en électricité, les bidets FLB sont moins coûteux et ne nécessitent pas une grande consommation d'eau à l'utilisation. Contrairement à certaines toilettes classiques qui peuvent coûter des milliers d'euros, le bidet FLB est vendu à 70 euros environ, a précisé Amir Azouzi, soulignant le bénéfice économique des produits FLB.

Le bidet FLB : un matériel pratique et inclusif

Amir Azouzi a également souligné le caractère pratique et inclusif des bidets FLB. Avec les bidets FLB, précise-t-il, il suffit juste d'appuyer sur un bouton et le jet d'eau se charge de faire le nettoyage à votre place. Ce qui permet aux personnes vulnérables, notamment les femmes enceintes et les personnes en situation de handicap, de faire aisément leurs besoins sans aucune assistance. « Nous recevons des messages des utilisateurs, qui témoignent que nous leur avons littéralement changé la vie », a-t-il laissé entendre.

« Fini La Bouteille » : Un état d'esprit, un engagement au profit de la planète



Amir Azouzi

Au-delà des bidets hygiéniques conçus et commercialisés, le projet « Fini La Bouteille » est activement engagé dans des actions éco-citoyennes à fort impact environnemental. Sur les réseaux sociaux, « Fini La Bouteille » a créé une grosse communauté de milliers de followers, la FLB FAMILY, une communauté impliquée et engagée pour la préservation de la planète. Au Sud du Maroc, « Fini la Bouteille » ambitionne de planter 1 million d'arbres pour lutter contre la désertification, a souligné Amir Azouzi.



Pour atteindre cet objectif, « Fini La Bouteille » s'est engagé aux côtés de l'association AÏCHA, une association fortement engagée dans la lutte contre la sécheresse et la désertification dans cette région désertique du Maroc. « Pour chaque bidet vendu, nous plantons un arbre dans la région », a précisé Amir Azouzi. Le but étant, à l'en croire, de faire un maximum d'actions de ce genre, pour engager et éduquer la population africaine sur les dangers de la désertification.

« Fini La Bouteille » est donc, au-delà d'un simple concept écologique, une alternative pratique, saine et durable pour le bien-être des communautés et de la planète, dans un contexte

où les changements climatiques ont de graves répercussions sur les modes de vie des communautés. Faut-il le préciser, les bidets FLB sont disponibles au Maroc et peuvent être également acquis sur le site Web : <https://www.finilabouteillemaroc.com>

Merci de prendre le temps d'écouter la version audio en podcast sur notre Radio en ligne dédiée à la Santé et à l'Environnement ici

Venance Ayébo TOSSOUKPE

Assainissement en Afrique : Speak Up Africa aguerri les journalistes du REMAPSEN

Le Réseau des Médias Africains pour la Promotion de la Santé et de l'Environnement (REMAPSEN) a organisé un webinaire d'information qui s'est tenu le mercredi 6 septembre 2023. Il avait pour thème « Les Défis de l'Assainissement en Afrique » et avait pour objectif de sensibiliser les journalistes aux enjeux cruciaux liés à l'assainissement en Afrique. Le webinaire a rassemblé plus d'une soixantaine de journalistes et a connu la présence de Madame Fian Roxane, chargée du programme assainissement au sein de l'ONG Speak Up Africa.



Fian Roxane

D'
en
tr
ée
de
je
u,
Ma
da
me
Fi
an
Ro
xa
ne
a
dé
fi
ni
l'
as
sa
in
is
se
me
nt
co
mm
e
l'
en
se
mb
le
de
s

ac
ti
on
s
en
tr
ep
ri
se
s
pa
r
le
s
pa
rt
ic
ul
ie
rs
,
le
s
co
ll
ec
ti
vi
té
s
et
le
s
po
uv
oi
rs

pu
bl
ic
s
po
ur
él
im
in
er
le
s
so
ur
ce
s
d'
in
sa
lu
br
it
é
da
ns
le
s
ag
gl
om
ér
at
io
ns
,
to
ut

en
re
sp
ec
ta
nt
le
s
no
rm
es
d'
hy
gi
èn
e.

Elle a également abordé divers concepts liés à l'assainissement, tels que l'assainissement autonome par opposition à l'assainissement collectif, les fosses septiques, les latrines, les boues de vidange et la chaîne de valeur des boues de vidange.

La spécialiste a ensuite mis en lumière les défis considérables auxquels l'Afrique est confrontée. Selon elle, près de 70% de la population africaine n'a pas accès à un système d'assainissement adéquat, ce qui soulève des questions cruciales pour la santé publique et l'environnement.

Pour le rôle qu'ils jouent, les médias ont été vivement encouragés à créer davantage de productions médiatiques de qualité sur l'assainissement pour informer les citoyens des pays cibles.

Par ailleurs, le point essentiel qui a été soulevé lors de ce webinaire à la suite des questions-réponses est le lien indéniable entre l'assainissement et la santé. A ce sujet, Madame Fian Roxane a souligné que l'assainissement a un impact

direct sur l'environnement et la santé publique, faisant de la promotion de l'assainissement une nécessité pour un monde plus propre et plus sain.

Rappelons que l'ONG Speak Up Africa, basée à Dakar œuvre depuis trois ans dans le domaine de l'assainissement et a déjà atteint 60% de ses objectifs sur le continent africain. Elle s'efforce désormais d'atteindre les 40% restants. Elle est reconnue comme une plateforme de communication stratégique et de plaidoyer dédiée à catalyser le leadership africain, à favoriser les changements de politiques.

Ce webinaire, organisé par le REMAPSEN, s'inscrit dans le cadre des activités du réseau. Le prochain est prévu pour le 27 septembre 2023, avec pour thème « La Problématique de la Fistule Obstétricale en Afrique ».

Megan Valère SOSSOU

Accès humanitaire et accès des communautés aux services de base dans le contexte de l'extrémisme violent dans le Nord du Bénin, pas sans la complicité des communautés

Dans le contexte de l'extrémisme violent dans le Nord du Bénin, l'accès humanitaire et l'accès des communautés aux services essentiels revêtent une importance capitale.



Accès Humanitaire

L'accès humanitaire revêt une signification cruciale, faisant référence à la capacité des organismes humanitaires, tels que les agences des Nations Unies et les ONG, à atteindre et à fournir une aide d'urgence aux populations touchées par des crises humanitaires, Ils comprennent les conflits armés, les attaques extrémistes et les situations de violence. Cet accès humanitaire implique souvent de pénétrer dans des zones dangereuses ou instables pour acheminer des secours vitaux, tels que des vivres, de l'eau potable et des soins médicaux.

Accès des communautés aux services de base : Ce concept revêt une importance cruciale pour les populations locales, en particulier dans les régions affectées par l'extrémisme violent, car il concerne leur capacité à accéder aux services de base nécessaires pour survivre et se reconstruire. Ces services de base englobent des éléments tels que les soins de santé, l'éducation, l'approvisionnement en eau potable, l'assainissement, la sécurité alimentaire et le logement. Lorsque les communautés ont un accès limité à ces services en raison de la violence et des conflits, cela peut avoir des conséquences dévastatrices sur leur bien-être et leur

résilience.

Dans les contextes de violence extrémiste, notamment les conflits armés et les attaques terroristes, l'accès humanitaire peut être entravé par divers obstacles tels que les zones restreintes, les opérations de groupes extrémistes hostiles et des conditions de sécurité instables. Cette situation rend souvent difficile pour les acteurs humanitaires de parvenir aux populations dans le besoin. En conséquence, les communautés peuvent être privées d'un accès adéquat aux services essentiels, ce qui aggrave encore leur vulnérabilité face à la violence et à l'extrémisme.

Il est impératif de souligner que l'accès humanitaire et l'accès aux services de base sont étroitement interconnectés dans ces contextes, car l'un dépend souvent de l'autre. Les efforts visant à faciliter l'accès humanitaire contribuent à garantir que les communautés touchées par l'extrémisme violent ont accès aux services essentiels nécessaires à leur survie et à leur résilience face à cette menace persistante. Mais la coproduction de la sécurité ou la complicité des communautés doit beaucoup compter.

Coproduction de la sécurité et accès humanitaire et accès des communautés aux services de base dans le contexte de l'extrémisme violent

Selon une récente enquête de l'Institut d'études de sécurité (ISS), les attaques terroristes au nord du Bénin attribuées au Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) et à l'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS) ne représentent qu'une partie visible de l'extrémisme violent dans la région. L'étude révèle que ces groupes ont exploité des activités illicites préexistantes, notamment la contrebande de carburant, le trafic de drogue et la chasse illégale, en nouant des alliances avec des acteurs impliqués dans ces activités pour assurer leur soutien financier et logistique.



Ils ont capitalisé sur les ressentiments des participants, des communautés à ces activités pour préserver leurs intérêts socio-économiques en facilitant leur réseautage et la commercialisation des produits issus de ces trafics. Les implications de ce rapport sont significatives en ce qui concerne la coproduction de la sécurité dans la région. Elles mettent en lumière comment les groupes terroristes comme le GSIM et l'EIGS ont exploité des activités illicites préexistantes pour renforcer leur capacité opérationnelle. Cette coopération opportuniste avec des acteurs impliqués dans des activités illégales montre comment l'extrémisme violent peut être alimenté par des intérêts économiques. De plus, la mobilisation des ressentiments des communautés engagées dans ces activités illicites souligne l'importance de comprendre les dynamiques locales et les facteurs socio-économiques dans la lutte contre l'extrémisme violent et la promotion de la sécurité. « Il est essentiel de comprendre ces dynamiques de complicité pour élaborer des stratégies efficaces de

prévention de l'extrémisme violent et pour garantir l'accès humanitaire et l'accès aux services de base en période de crise telle la coproduction de la sécurité » ont témoigné certaines communautés de Kérou, touchées par l'extrémisme violent en mai 2023. En mai 2019, le kidnapping de deux ressortissants français au Bénin et le meurtre de leur guide béninois ont entraîné une augmentation du niveau d'alerte en matière de sécurité dans les régions septentrionales du pays. Depuis lors, le Bénin est confronté à des attaques perpétrées par des groupes terroristes opérant dans la région sahélienne, cherchant à étendre leur influence vers les nations du Golfe de Guinée. Pour faire face à cette menace et sécuriser les frontières, les forces armées en complicité avec les communautés affectées ont lancé l'opération Mirador en début d'année 2022. Elle mobilise environ 3 000 soldats dans ces zones, dont certaines précédemment difficile d'accès, sont devenues aujourd'hui facile d'accès. « Cette condition facilite l'intervention, l'assistance humanitaire et sécuritaire pour les communautés affectées par l'armée, la Croix Rouge, IRI (International Republican Institute) et la coopération internationale en matière de services sociaux de base (eau, école, assainissement , santé. Etc ,) dans la région selon » a dit Théonas Comlan Moussou, coordonnateur pays projet IRI de prévention de l'Extrémisme violent dans les pays côtiers de l'Afrique de l'Ouest . La coopération en matière de sécurité, garantissant un soutien humanitaire continu, répond aux besoins des communautés touchées par l'extrémisme violent, ce qui renforce leur résilience. Le colonel Tétédé Idjoula et Brian SHUKAN, ambassadeur des États-Unis au Bénin, ont témoigné de l'efficacité de cette collaboration sécuritaire lors de l'opération de sauvetage conjointe récemment lors de l'« Opération Mirador » à Cana, dans la commune de Zogbodomey, au centre du Bénin. La sécurité des travailleurs humanitaires et la coproduction sécuritaire sont vitales pour une assistance efficace, selon les bénéficiaires de « l'Opération Mirador » à Cana.

Assainissement urbain : le règne incontesté des déchets plastiques à Parakou inquiète

Il est un témoin de ce triste spectacle. À chaque déchet jeté, à chaque défécation, il se désole de l'incivisme des populations. Josué ADJOB0 travaille à la Société Béninoise pour l'Approvisionnement en Produits de Santé (SoBAPS). Une société sanitaire qui se trouve malheureusement à proximité d'une décharge insalubre.



Malgré les efforts de sensibilisation et les mesures répressives mises en place, la lutte contre le dépôt d'ordures à cet endroit stratégique de la ville n'a pas porté ses fruits. Sieur Josué déplore le manque de civisme des

habitants, qui semblent ignorer même les enjeux en matière d'hygiène.

Pourtant, Parakou est connue comme la troisième ville à statut particulier du Bénin. Un charme indéniable derrière lequel se cache un problème croissant d'insalubrité qui menace de ternir sa réputation.

En plein centre-ville de Parakou, se trouve un dépotoir sauvage qui détonne dans le paysage urbain. La zone semble servir de décharge à ciel ouvert, et il est alarmant de constater qu'il serait entretenu par la mairie de Parakou avec l'appui des structures de collecte.

Toutes sortes de déchets y sont jetées. La majorité est plastique. Une barque à ordures portant fièrement l'inscription de la mairie de Parakou y est même déposée. Comment expliquer qu'un point de rassemblement d'ordures soit érigé en plein cœur de Parakou ? Cela témoigne du manque de responsabilité au niveau des autorités locales, des organisations non-gouvernementales chargées d'assainir la ville et des populations.

Il est tout aussi alarmant de constater que certains habitants prennent plaisir à déféquer en plein air, contribuant ainsi à l'aggravation de cette situation déjà préoccupante. Pour les usagers de cette zone, c'est un véritable calvaire.

HOUAGA Carmel Chanol, un usager régulier de cette voie, déclare : « C'est ici que les bonnes dames qui vendent les nuits viennent verser les ordures ». Il exprime son désarroi face à l'état actuel de la voie, soulignant les risques de maladies, tels que le paludisme et le choléra, auxquels les usagers et les résidents environnants sont exposés.

Quant à Tryphène TCHAOU, il lance un appel au Maire de Parakou, le priant instamment de solliciter l'aide des ONG spécialisées dans la collecte des déchets pour nettoyer la ville de ces amoncellements d'ordures.

Des efforts conjoints entre les autorités locales, les organisations non gouvernementales et les habitants sont indispensables pour instaurer une culture de propreté et d'hygiène à Parakou. Tant que la mairie de Parakou restera plongée dans son profond sommeil, les déchets continueront de régner en maîtres dans la ville. Toutefois, pour le bien-être des populations innocentes, le gouvernement, par le biais de son ministère du cadre de vie, doit impérativement mettre en place une société de gestion des déchets, à l'instar de ce qui a été fait dans le Grand Nokoué. Cependant, la réussite d'une telle initiative est loin d'être garantie.

Megan Valère SOSSOU

Nous vous invitons à suivre le reportage vidéo de notre équipe.

Hygiène et Assainissement en milieu scolaire : l'ONG Save Our Planet appuie des écoliers à Zinvié

Le mercredi 03 avril 2023, les membres de la coordination Sud de l'ONG Save Our Planet étaient avec les écoliers du complexe scolaire privé Sainte Thérèse de Zinvié, dans la commune d'Abomey Calavi. L'objectif est d'inculquer aux apprenants les bonnes pratiques liées à la problématique de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement en milieu scolaire.



Au cours de cette activité, des notions pratiques ont été enseignées aux apprenants et aux autres acteurs de cette école. Ces derniers ont également bénéficié de matériels d'hygiène et d'assainissement tels que des savons liquides, des savons Palmida et Omo, des balais et des paniers pour faciliter les opérations de salubrité au sein de la dite école.

Les membres de l'ONG Save Our Planet ont ainsi fait d'une pierre deux coups en opérant une campagne de salubrité. À cet effet, les toilettes, les classes, la cour d'école ainsi que les alentours ont été rendus propres. Les participants ont

donc exprimé leur gratitude et leur motivation à pérenniser ces bonnes pratiques pour assurer un avenir durable.



À noter que cette activité fait partie du Projet de Renforcement de l'Éducation Relative à l'Environnement en Milieu Scolaire et Estudiantin (PRE REMISE) initié et mis en œuvre par l'ONG Save Our Planet à Parakou au Nord Bénin et à Zinvié au Sud Bénin pour l'édition 2023.

La précédente activité a permis de sensibiliser un nombre important d'acteurs du milieu scolaire, notamment les élèves, les enseignants, les femmes cantinières ainsi qu'une

représentation des parents d'élèves, aux enjeux de la protection de l'environnement, en particulier la résolution des problématiques liées à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement.

La prochaine activité est un atelier d'apprentissage et de fabrication de sacs en papier visant à remplacer les sachets en plastique non-biodégradable. Cette dernière va clôturer la mise en œuvre du projet pour le compte de cette année 2023.

Constance AGOSSA

Investir dans les toilettes publiques, un facteur de création d'emplois et de richesse

Cotonou : un marché potentiel

Investir dans les toilettes au Bénin ne sera pas du tout un investissement à vau-l'eau. Pour la ville de Cotonou seule où le flux humain est, chaque jour, important, on gagnera beaucoup à construire et à mettre en service des toilettes publiques.



Aujourd'hui, les toilettes publiques peuvent être considérées comme un secteur d'activité où il ne faut pas craindre d'investir puisqu'il n'y a aucun doute au sujet de la rentabilité. En effet, selon les résultats définitifs du 4e Recensement Général de la Population et de l'Habitat (2013), le Bénin connaît une dynamique démographique qui constitue une opportunité. Avec ce 4e Recensement Général de la Population et de l'Habitat, les statistiques officielles au niveau national indiquent que la population du Bénin est passée de 6 769 914 habitants en 2002 à 10 008 749 en 2013 soit un taux d'accroissement annuel de 3,5%.

Du point de vue de la répartition de la population, Cotonou seule compte 679 012 habitants en 2013 et reste la plus grande ville du Bénin même les villes comme Sèmè Podji et Abomey-Calavi connaissent une croissance démographique galopante. Au niveau départemental, ce sont les départements de l'Atlantique et du Borgou qui viennent en tête.

Ainsi, le département le plus peuplé est l'Atlantique avec 1 398 229 habitants. Il est suivi du département du Borgou où le

nombre d'habitants est 1 214 249 selon le RGPH 4. Le constat général révèle que plusieurs communes ont une population qui dépasse déjà le seuil du million d'habitants.

Sur le plan économique, cette croissance est une source importante pour créer l'emploi et la richesse si l'on s'intéresse à investir par exemple dans les latrines publiques qui deviennent de plus en plus une nécessité surtout dans les grandes villes comme Cotonou. Si on s'en tient seulement à ces chiffres en attendant le cinquième Recensement Général de la Population et de l'Habitat, il y a sans doute un besoin criard de latrines publiques en l'occurrence dans la ville à Cotonou où le flux humain ne cesse d'être important.

En-dehors de la population de Cotonou qui peut tourner aujourd'hui autour de 800.000 habitants, il y a tous ceux qui viennent des villes environnantes pour diverses raisons chaque jour. La ville de Cotonou passe donc à 1,2 million de population par jour alors qu'il manque de toilettes publiques pour aider tout ce monde qui ne vit pas à Cotonou.

Sur les gares routières, dans les marchés et à certains endroits stratégiques de la ville, ce qui gêne le plus, c'est l'absence de ces lieux d'aisance pour éviter la pollution de notre cadre de vie. Les confessions religieuses ont donné le bon exemple montrant la nécessité et l'utilité des toilettes publiques et à l'Église catholique Saint-Michel de Cotonou par exemple, ça marche formidablement avec les conducteurs de taxi-moto qui constituent une clientèle et un marché extraordinaire.

En dotant Cotonou de toilettes publiques, on peut facilement engranger des ressources financières, créer des emplois puisqu'il sera instauré un système de paiement et pour le suivi et l'entretien réguliers de ces latrines, beaucoup de personnes seront recrutées. Par ailleurs, en termes d'assainissement de la ville de Cotonou, et c'est le plus vital, les populations pourraient facilement trouver des lieux

adaptés où elles peuvent se soulager et uriner. Cela permet d'éviter par exemple le développement de certaines maladies liées au manque d'assainissement de base.

Les pouvoirs publics, et même les privés sont invités à faire des latrines publiques un facteur important de création d'emplois et une source de richesse. C'est un secteur promu à un bel avenir puisque tous les jours, surtout lorsque les populations, les étrangers, les touristes se déplacent, ils ont souvent besoin des latrines publiques pour se soulager.

Patrice GBAGUIDI